

## Mémoire au Comité spécial sur l'Afghanistan Mai 2022

**Honorables députés,**

Journalists for Human Rights (JHR) presse le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour tenir sa promesse de réinstaller 40 000 ressortissants afghans au Canada.

JHR souhaite tout d'abord saluer le leadership du gouvernement qui a mis 40 000 places à la disposition des Afghans. Il s'agit d'un engagement équivalent à celui de l'ensemble du continent européen. Il est important de féliciter les libéraux pour leur ambition à cet égard.

À ce jour, le gouvernement a dû faire face à des difficultés pour rendre opérationnel le programme humanitaire spécial annoncé précédemment, un programme destiné aux femmes leaders, aux défenseurs des droits de la personne, aux minorités religieuses ou ethniques persécutées, aux personnes LGBTI, aux journalistes et aux personnes ayant aidé des journalistes canadiens.

En tant qu'organisation de développement des médias qui travaille au niveau international pour soutenir la liberté des médias, JHR est extrêmement reconnaissante du soutien du gouvernement.

Par ses propres moyens, en travaillant avec des ressources privées, JHR a aidé à évacuer plus de 400 journalistes et professionnels des médias afghans et leurs familles. Parmi eux, 218 sont réinstallés de façon permanente au Canada et dans des pays comme l'Allemagne et la France.

JHR, en partenariat avec le groupe de vétérans Aman Lara et le gouvernement du Canada, a également réussi à relocaliser hors de l'Afghanistan, en toute sécurité et légalité, plus de 750 Afghans.

Malgré ce succès, JHR a connaissance de plus de 300 journalistes et défenseurs des droits de la personne qui continuent de craindre pour leur vie en Afghanistan et dans les pays voisins, dans l'attente d'une voie d'accès sûre.

Honorables députés, nous vous demandons humblement de considérer **ces trois recommandations urgentes** dans le cadre de votre étude en cours.

1. **Augmenter le nombre de places pour le volet humanitaire, qui est actuellement de 3 000.**
  - a. Le volet humanitaire PP3 du Canada n'atteint pas encore les objectifs stratégiques énoncés par le gouvernement *avec la rapidité requise par la situation urgente des journalistes en Afghanistan*, et il doit être doté de ressources adéquates pour y parvenir.
2. Affaires mondiales Canada doit fournir des ressources adéquates et suffisantes à JHR et à Aman Lara pour leur permettre de poursuivre et d'étendre le travail effectué pour garantir un passage sûr et légal des Afghans en provenance d'Afghanistan et à destination du Canada.
3. IRCC doit fournir les ressources nécessaires pour accélérer le volume des dossiers traités.

### **Aperçu des principaux obstacles à la réinstallation sécuritaire des Afghans au Canada**

1. *La recommandation de réfugiés afghans par les voies d'accès existantes a été lente et fastidieuse.*
  - Le Canada n'est actuellement pas en mesure de respecter son engagement d'accueillir 40 000 réfugiés afghans qui, compte tenu de l'escalade des risques en Afghanistan, ne peuvent se permettre d'attendre.
  - Même si le Canada évacuait 1 000 Afghans par mois, comme l'a indiqué la semaine dernière le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, l'honorable Sean Fraser, lors d'un témoignage, le Canada *n'atteindrait toujours pas l'objectif de la politique des 40 000 Afghans avant la fin de 2023.*
  - Il est urgent d'augmenter la vitesse et le volume des opérations pour mettre les Afghans admissibles hors de danger et répondre aux besoins actuels, *tout en atteignant les objectifs stratégiques établis du gouvernement.*
  - Les ONG qui aident à faciliter le passage légal et sûr risquent actuellement de perdre le soutien gouvernemental nécessaire pour soutenir les personnes qui attendent une voie d'accès au Canada.

- Les États-Unis ont évacué plus de 100 000 Afghans et s'emploient à faire sortir les gens d'Afghanistan au rythme de 3 000 par mois. Le taux du Canada est beaucoup plus lent. Cela s'explique en partie par le fait que, jusqu'à présent, ces efforts ont été largement confiés à des réseaux d'ONG disposant de peu de ressources.
- Si le gouvernement prévoit de confier la majeure partie de cette initiative à des ONG, il devra augmenter les ressources financières et les ressources de traitement des demandes d'immigration requises par les réseaux d'ONG afin d'atteindre les objectifs stratégiques établis dans le délai de deux ans, comme l'a indiqué le ministre Fraser.
- La réponse du Canada à la crise en Ukraine a démontré qu'une volonté politique forte peut, et va, faire la différence en garantissant que nous respectons nos engagements envers ceux qui fuient la persécution et la violence.
- JHR encourage le gouvernement du Canada à faire preuve de la même souplesse et de la même créativité lorsqu'il s'agit de répondre aux besoins des Afghans.

2. *Le volet humanitaire du gouvernement (PP3) ne tient pas encore sa promesse de réellement accorder la priorité aux groupes vulnérables.*

- Le gouvernement du Canada accepte les recommandations de réfugiés afghans de la part de trois partenaires de recommandation : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Front Line Defenders et Protect Defenders. Le nombre total de places disponibles est de 3 000.
- Ces organismes sont confrontés à d'importantes contraintes de ressources et, dans de nombreux cas, ne partagent pas les échéances du Canada. Les réfugiés afghans enregistrés auprès du HCR au Pakistan sont informés qu'ils vont devoir attendre cinq ans avant de faire l'objet d'une recommandation au Canada. Front Line Defenders a déclaré catégoriquement à JHR qu'elle n'acceptait pas de nouveaux cas en 2022.
- Bien que JHR soit *immensément* reconnaissante pour le partenariat avec Protect Defenders, un partenaire de recommandation disposant d'un quota de recommandation très faible (seulement personnes 900) *n'est pas une solution*

*adaptée* pour recommander rapidement au Canada jusqu'à 3 000 membres de minorités persécutées, journalistes et personnes LGBTQ.

- Résultat : Au cours des huit derniers mois, le volet humanitaire PP3 du gouvernement n'a pas encore atteint l'objectif stratégique établi de donner la priorité aux groupes à haut risque, notamment les journalistes et les personnes qui ont aidé les journalistes canadiens, les femmes leaders, les défenseurs des droits de la personne, les minorités persécutées et les personnes LGBTI.
- JHR recommande au gouvernement d'augmenter considérablement ces quotas pour les partenaires de recommandation existants et de trouver des moyens souples et innovants de travailler avec les ONG canadiennes impliquées comme une sorte de « réseau de recommandation ».
- Ce concept de « réseau de recommandation » s'appuie sur les connaissances approfondies des ONG et des vétérans sur la population des demandeurs afghans et en fait bon usage.
- JHR recommande en outre au gouvernement soit de fournir des fonds directement aux membres de ce « réseau de recommandation », soit d'aider les ONG à engager des fondations partenaires pour obtenir les fonds et l'expertise nécessaires à la formation et à la dotation en personnel des ONG afin qu'elles puissent effectuer ce travail de « réseau de recommandation » à grande échelle.

3. *Le soutien du gouvernement aux organisations d'aide aux réfugiés afghans est actuellement menacé.*

- JHR est l'une des rares organisations à avoir reçu un financement du gouvernement du Canada dans le but de déterminer en toute sécurité les voies de sortie d'Afghanistan et de fournir un refuge sécuritaire et des fournitures aux Afghans en route vers le Canada.
- En collaboration avec Affaires mondiales Canada, JHR, avec l'organisation de vétérans Aman Lara, a pu aider 750 personnes fuyant pour sauver leur vie depuis le seul mois de janvier de cette année.
- En collaboration avec Aman Lara et Affaires mondiales Canada, JHR a la capacité d'aider *un nombre bien plus important* d'Afghans vulnérables. JHR et Aman Lara travaillent également avec des ressortissants afghans qui parlent couramment le dari et

le pachto et qui sont en mesure d'aider directement les réfugiés et de répondre à l'évolution de la situation sur le terrain.

- Cependant, ce financement et celui de nos pairs sont sur le point d'expirer. Par conséquent, les personnes vulnérables et leurs familles qui se trouvent actuellement dans les pays voisins peuvent se retrouver sans l'aide financière dont elles ont besoin pour se nourrir, se loger et se procurer des produits de première nécessité.

## Recommandations

1. **Établir une méthode de recommandation qui maximise les connaissances des ONG des demandeurs**, ainsi qu'une voie garantissant un passage sûr et légal hors d'Afghanistan, en partenariat avec les ONG qui sont les mieux informées sur les populations qu'elles représentent. Cela garantira une recommandation plus rapide, mieux informée et plus précise des réfugiés qui correspondra aux priorités canadiennes.
2. **IRCC peut intervenir pour aider les partenaires de recommandation en leur donnant des instructions et des directives sur la sélection des demandes de réfugiés** et, idéalement, en leur donnant accès au programme de prêts aux réfugiés pour faciliter sur le plan financier le passage en toute sécurité au Canada d'un plus grand nombre d'Afghans admissibles.
3. **Finaliser immédiatement l'attribution des « places » restantes pour les réfugiés afghans, en créant une certitude pour les milliers de réfugiés afghans qui demeurent dans l'expectative, et en donnant la priorité aux journalistes, aux minorités persécutées, aux personnes LGBTQ, aux femmes leaders et aux défenseurs des droits de la personne.**
4. **Prolonger le financement actuel des organisations qui viennent en aide aux réfugiés afghans** afin que les personnes qui se cachent en Afghanistan et dans les pays voisins puissent attendre en toute sécurité une voie d'accès au Canada.
5. Certains [pays ont récemment annoncé la possibilité pour les ressortissants afghans](#) [en anglais] qui ont travaillé ou ont été affiliés à ces pays de demander l'autorisation de se rendre dans ces pays. Ces programmes sont établis par ces pays et le *HCR ne renvoie pas les personnes vers ces programmes et ne traite pas les demandes.*
6. **Envisager des approches plus souples et créatives**, comme nous l'avons vu dans le cas de l'Ukraine, **pour faire venir les Afghans au Canada par l'entremise de**

**programmes de visas temporaires, de voies économiques et d'initiatives de visas d'étudiants.**

- 7. Augmenter considérablement l'espace disponible au moyen du parrainage privé** et rendre la procédure d'accès aux places transparente et efficace.

### **À propos de Journalists for Human Rights**

Fondée en 2002, Journalists for Human Rights a travaillé dans le monde entier pour former et engager des journalistes locaux, des médias, des organisations de la société civile et d'autres intervenants afin de renforcer et d'améliorer la couverture des droits de la personne dans les contextes locaux.

En réponse à la prise de contrôle de l'Afghanistan par les talibans, JHR s'est associée à des organisations médiatiques, des syndicats et des groupes de vétérans canadiens pour identifier, documenter et évacuer les Afghans vulnérables ayant un lien avec le Canada. En tant que bénéficiaire d'un financement du gouvernement du Canada, JHR s'est efforcée de garantir la sécurité des journalistes afghans et de leurs familles, tant en Afghanistan que dans les pays voisins.